

Ni soldats, ni en guerre, ni héros

Tribune du Comité Régional, des Union Départementales, des Unions Syndicales Départementales de la santé et de l'action sociale CGT des Pays de la Loire

L'épidémie de coronavirus actuellement en cours est un évènement sanitaire majeur qui montre avec une intensité particulière les fragilités de notre système de santé ainsi que de notre système social. Elle révèle la justesse des combats des personnels hospitaliers depuis des années.

Personnels aujourd'hui largement plébiscités par les populations voire par les politiques qui ont cassé l'hôpital public depuis plusieurs décennies. Ces mêmes personnels qui ont connu pendant les luttes de ces derniers mois, dénigrement, insultes et mépris. Ils ont connu eux aussi les répressions policières et judiciaires lors de leurs nombreuses manifestations pour leurs revendications et la défense du service public de santé.

Ce sont les choix politiques des différents gouvernements qui ont conduit à l'affaiblissement de notre système de santé en mettant en place des politiques de santé cadrées par l'objectif de réduction de la dette publique, aboutissant à la suppression de dizaines d'établissements, de services, y compris de soins intensifs. 100 000 lits ont été fermés et des dizaines de milliers d'emplois dans la santé ont été supprimés. Plans d'économies après plans d'économies, les différentes majorités présidentielles ont petit à petit détruit notre système sanitaire dans le seul but de réaliser des économies et de forcer les hôpitaux à s'endetter auprès des banques. Quelle aubaine pour les spéculateurs !



Au nom de la rentabilité, c'est la santé de toute la population que les décideurs politiques ont mise en jeu.

Ils comptaient leur argent. Aujourd'hui nous comptons les malades, les morts au sein des hôpitaux, des EHPAD et autres établissements médico-sociaux. Ajoutons les décès survenus à domicile qui n'entrent pas dans la triste litanie quotidienne des chiffres.

Dans ce contexte de crise, les personnels de la santé, de l'action sociale, de l'aide à domicile, mais également des activités essentielles de grande distribution et commerces alimentaires, l'agroalimentaire, les transports, les pharmacies et bien d'autres sont en première ligne.

Souvent invisible aux yeux du grand public, le secteur social et médico-social accueille et accompagne des populations particulièrement fragiles et vulnérables, qu'il s'agisse de personnes âgées et/ou en situation de handicap, des mineurs ou jeunes majeurs de la protection de l'enfance, des mineurs étrangers, des personnes sans domicile ou en

grande difficulté d'insertion... ces personnes n'ont pas reçu l'attention, la protection qu'elles auraient dû avoir faute d'hébergement et/ou de moyens humains.

Les personnels de santé et de l'action sociale paient un lourd tribut à la crise. Ils sont nombreux à avoir contracté la maladie avec les risques de contamination pour leur famille, ou plus dramatiquement pour certains à avoir perdu la vie. Des responsabilités devront être établies. Le COVID 19 doit être reconnu maladie professionnelle pour tous les salariés, qu'ils soient personnels techniques, logistiques, administratifs, et pas seulement pour le personnel soignant comme s'est engagé le ministre de la santé le 21 avril dernier à l'Assemblée Nationale.

Les personnels de santé et de l'action sociale ne sont ni des soldats, ni des héros.

Ils sont des professionnels qui font leur métier et exigent des moyens humains et matériels pour offrir des soins de qualité à toute la population tout en se protégeant. Les faire passer pour des héros est une technique perverse qui pourrait signifier qu'ils doivent se sacrifier pour la nation. Rien ne justifie de perdre la vie en travaillant.

Si les mesures de distanciation sociale, les gestes barrière, le confinement sont efficaces dans la lutte contre le COVID 19, les équipements de protection individuelle pour l'ensemble du monde du travail et les tests de dépistage sont tout aussi essentiels.

Or, les pénuries de ces matériels conduisent à des décisions à géométrie variable guidées par le niveau des stocks disponibles ou pas. Les discours politiques sont dramatiques et pathétiques.

L'ARS, les directions des établissements sont obligées de faire des appels aux dons, aux couturières volontaires. Des salariés se sont adaptés rapidement aux évolutions de production de certaines entreprises pour proposer masques, respirateurs, gels...



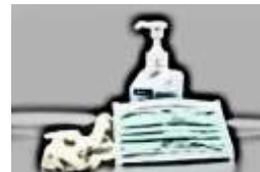
A l'issue de cette crise qui coûte aujourd'hui des vies aux patients, aux résidents des EHPAD et établissements médico-sociaux, aux professionnels de santé ; il faudra déterminer et demander des comptes aux responsables des politiques de santé de ces dernières années.

Alors que les mesures de confinement commencent seulement à permettre une légère accalmie dans les hôpitaux, le gouvernement met en œuvre la décision du Président de la République de procéder à une sortie du confinement à partir du 11 mai avec notamment la reprise des cours.

Les enseignants ont conscience que le report de la rentrée à septembre creuserait encore les inégalités, il n'en demeure pas moins que la sécurité sanitaire doit être une priorité. La rentrée doit être repoussée tant que les conditions sanitaires ne sont pas garanties. L'école ne peut être l'outil de relance de l'économie, au détriment de la santé de tous et toutes.

La mission de l'école est d'enseigner, pas de faire garderie. Le gouvernement justifie la reprise de cours afin de ne pas pénaliser les élèves les plus fragiles alors que ce sont justement ces élèves qui étaient les premières victimes des dernières réformes de l'éducation nationale.

Imaginons la stupeur et la frayeur des personnels soignants qui pourraient avoir à affronter une seconde vague épidémique à cause de ces choix politiques alors que rien n'est prévu sur le retour à un fonctionnement régulier des services hospitaliers, sur la disponibilité des gels hydroalcooliques et des masques à l'usage des personnels soignants et étendus à l'ensemble des salariés et de la population, la généralisation des tests, ainsi qu'un système de surveillance épidémiologique opérationnel.



Derrière le masque de la compassion et de l'humilité, Emmanuel Macron a confirmé son choix : celui de la santé financière des entreprises et de l'économie, notamment des plus grands groupes bien avant la santé des salariés et de la population.

La première richesse de ce pays, ce sont les Femmes et les Hommes qui y vivent et y travaillent.

La santé des citoyens est de la responsabilité de l'Etat.

La priorité du gouvernement doit être, avant tout de garantir la stricte protection de tous les salariés qui, assurant des activités essentielles dans le secteur public et privé, doivent continuer à travailler.

Nous, secrétaires généraux des unions départementales et du comité régional CGT des Pays de la Loire, secrétaires généraux des unions syndicales départementales CGT du secteur sanitaire et médico-social des Pays de la Loire exigeons des mesures urgentes de court terme :

- La réquisition de tous les masques et matériels de protection pour les professionnels de santé et les salariés obligés de travailler au regard de leurs activités essentielles et vitales à la vie de la nation
- La réquisition des forces industrielles de la région afin de produire les médicaments et matériels nécessaires
- Le dépistage généralisé de la population
- La réouverture immédiate des lits supprimés et l'embauche massive de personnels soignants
- Le renforcement en moyens humains et matériels des EHPAD
- L'embauche de personnels pour l'action sociale
- L'augmentation immédiate des salaires et la revalorisation des qualifications
- Une coordination et une augmentation des moyens de la recherche
- Un moratoire sur le projet CHU de Nantes
- Le retrait de la loi d'urgence sanitaire et de toutes ses dérogations au code du travail

- La mobilisation des services de santé au travail
- La mise en place d'une cellule psychologique pour les soignants, les patients et leur famille
- Une cellule de crise sanitaire associant les différents acteurs, associations, organisations syndicales de salariés, organisations patronales au niveau régional et territorial
- Le respect des Instances Représentatives du Personnel
- Une communication honnête, transparente, fondée scientifiquement en direction de la population et du monde du travail
- La connaissance du nombre de personnels de santé malades, le nombre de décès

Sur le long terme :

- Une remise à plat du plan régional santé et la construction d'une offre sanitaire permettant l'accès aux soins de qualité de toute la population sur l'ensemble du territoire ligérien
- Un plan d'urgence pour l'hôpital.

Nous, secrétaires généraux des unions départementales et du comité régional CGT des Pays de la Loire, secrétaires généraux des unions syndicales départementales CGT du secteur sanitaire et médico-social des Pays de la Loire apprécions les applaudissements et marques de sympathie en direction des soignants.

Nous, secrétaires généraux des unions départementales et du comité régional CGT des Pays de la Loire, secrétaires généraux des unions syndicales départementales CGT du secteur sanitaire et médico-social des Pays de la Loire demandons la transformation de ces hommages en actes concrets pour gagner un service public de santé à la hauteur des besoins des populations de la naissance à la fin de vie.

Nous comprenons les attentes des citoyens de retrouver une « vie normale » parce que le confinement pèse sur toutes et tous. Pour la CGT, la santé doit primer avant toute considération économique.

**Nous protéger aujourd'hui c'est permettre de préparer la société de demain
et nous préparer « des jours heureux ».**

Angers, le 7 mai 2020

**Le Comité Régional CGT des Pays de la Loire
Les Unions Départementales CGT et
Unions Syndicales Départementales CGT
du secteur sanitaire et médico-social de :**

- Loire-Atlantique
- Maine-et-Loire
- Mayenne
- Sarthe
- Vendée